

## Communiqué

Pour diffusion immédiate

### Sondage SOM-FAE Les Québécois rejettent la réforme de l'éducation

**(Montréal, le 12 mars 2007)** – La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) a rendu publics aujourd'hui les résultats d'un sondage mené du 19 février au 5 mars 2007 par la maison de recherche SOM auprès de 1245 personnes, dont 500 parents d'élèves du primaire et du secondaire sur la réforme de l'éducation au Québec.

Les Québécoises et les Québécois, tout comme les parents d'élèves, affirment être en désaccord avec la réforme en cours dans une proportion de 56 % et 59 %. Leurs positions sur les fondements et les pratiques plus précises de cette réforme sont encore plus sévères :

- **81 %** des Québécois et des parents **sont d'accord avec le redoublement** si un élève n'atteint pas un certain seuil de réussite (dont 45 % sont totalement d'accord). Même les répondants qui appuient la réforme se disent d'accord à 76 % avec le redoublement.
- **67 %** des parents et des citoyens sont d'accord à **donner la note « échec »** à un élève qui n'atteint pas un certain seuil de réussite. La proportion d'appui au rétablissement de la note « échec » est également élevée (72 %) pour les personnes favorables à la réforme qui proscrit pourtant l'échec et le redoublement.
- **30 %** des Québécois et 26 % des parents **préfèrent l'utilisation des lettres** plutôt que des pourcentages pour évaluer l'élève.
- **59 %** des parents affirment que **l'école doit surtout transmettre des connaissances** par rapport à 23 % qui croient qu'elle doit donner les moyens de construire soi-même les connaissances (l'approche socioconstructiviste sur laquelle s'appuie la réforme), alors que 17 % répondent spontanément les deux.
- **52 %** des parents préfèrent que **l'on évalue les élèves surtout sur la base des connaissances** par rapport à 21 % pour les compétences (tel qu'imposé par la réforme actuellement) et 26 % croient que les deux devraient être évaluées.
- **97 %** des parents considèrent qu'il est important (dont 80 % très important) que **le bulletin permette de savoir si l'élève maîtrise bien les connaissances de base de chacune des matières**. Le bulletin de la réforme ne permet pas de vérifier la maîtrise

des connaissances puisque seules les compétences disciplinaires et transversales sont évaluées.

- **38 %** des parents qui ont émis une opinion à la question « Qu'est-ce que vous appréciez le plus de la réforme? » ont répondu **qu'ils ne trouvent rien de positif** dans la réforme comparativement à seulement **7 % pour ceux qui ne trouvent rien de négatif**.
- **30 %** des Québécois (48 % des parents qui ont émis une opinion) **ont affirmé que le bulletin est le principal irritant de la réforme**, suivi du manque de connaissances (6 %) et de l'abolition du redoublement (5 %).

« La réponse des Québécoises et des Québécois et des parents est claire. Une très forte majorité de la population rejette de grands pans de cette réforme et préfère que l'on recentre l'école québécoise sur la transmission et l'évaluation des connaissances des élèves. L'école primaire et secondaire doit prioriser l'instruction avant la qualification », de commenter M<sup>me</sup> Nicole Frascadore, présidente de la FAE. « Les résultats de ce sondage confirment les commentaires formulés par les parents et la population en général via le site Internet [www.stopponslareforme.qc.ca](http://www.stopponslareforme.qc.ca), ou lors de notre tournée de conférences publiques à travers le Québec. Il y a plus de 23 000 personnes qui ont déjà signé la pétition pour réclamer que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport corrige les programmes de formation et la politique d'évaluation des apprentissages afin de prioriser l'acquisition de connaissances par rapport au développement des compétences », d'ajouter la présidente de la FAE.

Les résultats de ce sondage devraient remettre en débat les fondements de la réforme durant la campagne électorale. « Seule l'ADQ a osé relancer le débat de la réforme sur la base de l'évaluation des connaissances, du redoublement et des bulletins en pourcentage durant cette campagne électorale. Le PLQ et le PQ sont restés très discrets à ce sujet. Les partis qui aspirent à diriger le Québec ont le devoir et l'obligation de répondre à la population qui affirme clairement qu'elle ne veut plus de cette réforme pour le bien des jeunes Québécoises et Québécois », de poursuivre M<sup>me</sup> Frascadore.

Finalement, ce sondage a aussi permis de vérifier l'opinion de la population sur d'autres aspects de la réforme et sur certaines dérives du *Renouveau pédagogique*. On apprend ainsi que même pas la moitié des Québécoises et des Québécois (47 %) connaît l'existence de cette réforme alors que la proportion passe à moins de deux sur trois pour les parents (64 %). Il n'est donc pas surprenant de constater qu'à peine un parent sur quatre se dit bien informé au sujet des compétences transversales.

Plus de 80 % des parents considèrent que l'information reçue de l'école permet de savoir si leur enfant réussit. Ils ont spontanément répondu que les communications avec les professeurs (29 % des mentions), les notes en pourcentage (24 %), un meilleur bulletin (22 %), les rencontres avec les professeurs (21%) et les communications écrites avec les professeurs (12 %) étaient les principaux éléments leur permettant de juger de la réussite de leur enfant.

Les Québécoises et les Québécois comme les parents ne veulent pas pour autant faire table rase de la réforme. Les parents privilégient que l'on rende les cours plus dynamiques

(44 %), le travail d'équipe (44 %) versus le travail individuel (21 %) et les projets pratiques (45 %) avant les exercices théoriques (17 %). Toutes ces pratiques sont favorisées par la réforme même si elles existaient bien avant son implantation.

Enfin, les parents comme l'ensemble de la population énoncent clairement qu'il faut intervenir pour les élèves en difficulté de comportement ou d'apprentissage. Plus de 59 % des Québécois et 62 % des parents d'élèves de l'école publique affirment être en désaccord d'intégrer tous les élèves en difficulté dans la classe régulière. Même les parents d'élèves qui ont des difficultés sont de cet avis à 64 %. La proportion favorable monte à 89 %, tant pour l'ensemble de la population que pour les parents, pour la création de classes spéciales à ratio réduit pour les élèves ayant des difficultés sévères.

La Fédération autonome de l'enseignement représente quelque 27 000 enseignantes et enseignants du primaire, secondaire, de la formation professionnelle et des adultes.

- 30 -

Source : Fédération autonome de l'enseignement  
Information : Yves Parenteau, 514 910-3195 (cell.); 514 666-7763 (bur.)